

TERREUR ET DEMOCRATIES :
PENSER, AGIR, CONTESTER A L'HEURE DES NOUVEAUX DISPOSITIFS SECURITAIRES

UNIVERSITÉ DE LIÈGE
LE JEUDI 5 FEVRIER 2009
SALLE GOTHOT (19H-22H)

L'inculpation d'un groupe de jeunes militants résidant à Tarnac (France) dans l'affaire du sabotage des lignes SNCF a suscité de très nombreuses réactions et interrogations, bien au delà du territoire français. Indépendamment de la question de leur culpabilité, c'est le motif des poursuites qui a retenu l'attention : « l'association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste (AMT) ». Ce chef d'inculpation est une figure juridique tout à fait spécifique, mise en place en France dès le milieu des années 80, pour faire face aux risques de terrorisme. Si son usage inquiète au-delà des frontières de la France, c'est qu'il s'inscrit dans un dispositif législatif, juridique, policier et militaire plus large, qui connaît aujourd'hui de nombreuses répliques dans les pays européens. En effet, dans la foulée des attentats du 11 septembre 2001 à New York, et suivant de près le USA Patriot Act, la Commission européenne a élaboré, dès ce même mois de septembre, une « décision-cadre » antiterroriste, formellement ratifiée par le Conseil de l'Union en 2002 et depuis lors transposée dans les textes juridiques de nombreux États membres. En Belgique, diverses modifications apportées au Code pénal (Livre II) et au Code d'instruction criminelle sont censées offrir des moyens nouveaux à la justice et à la police dans leur lutte contre les infractions terroristes.

Ce qu'a illustré une nouvelle fois l'affaire de Tarnac et qui a inquiété nombre de militants, intellectuels et simples citoyens, c'est, d'une part, la tendance liberticide de ces dispositifs anti-terroristes et de leur cadre législatif, bien souvent en contradiction avec les règles fondamentales des États de droit ; et c'est, d'autre part, les contraintes que ce type de normes et de pratiques judiciaires et policières impose peu à peu à la société, à nos diverses façons d'être-ensemble, et donc à notre « capacité politique » au sens large du terme.

Les sociétés qui se réclament de l'idéal démocratique ne peuvent faire l'économie d'une analyse critique de ce double problème. La conférence-débat organisée à l'Université de Liège le 5 février 2009 vise à contribuer activement à cette analyse, en prenant pour objet central les enjeux proprement *politiques* de la « lutte contre le terrorisme ».

Premièrement, il s'agira de déterminer l'état du dispositif anti-terroriste belge afin d'interroger les effets produits par sa mise en oeuvre. De nombreux observateurs et spécialistes soulignent que ces nouvelles dispositions entrent régulièrement en conflit non seulement avec les droits reconnus aux prévenus, mais aussi avec les règles fondamentales des États démocratiques. La logique proactive qui y préside et permet d'arrêter des suspects avant même leur passage à l'acte n'entre-t-elle pas en contradiction avec un principe essentiel des États de droit, celui de la présomption d'innocence ? Cette logique préventive modifie-t-elle la nature de l'intervention policière ? Comment l'impératif de protection des libertés civiles en vient-il, dans ce cadre, à générer des pratiques « illibérales » pesant sur les droits fondamentaux comme le droit d'association ou la liberté d'opinion ? Tels sont quelques-uns des premiers constats et quelques-unes des premières interrogations auxquelles cette initiative tentera de répondre.

Deuxièmement, il s'agira de saisir les enjeux proprement politiques de la « lutte contre le terrorisme ». Au-delà de la question de savoir si la présence diffuse de la Terreur est le fait des terroristes ou bien d'une stratégie délibérée d'États policiers, il importe d'interroger les effets concrets de ces nouvelles pratiques judiciaires et policières sur le vivre-ensemble et sur notre capacité politique, *c'est-à-dire sur notre capacité à produire librement du commun sans refouler la conflictualité sociale.*

On a montré que la « lutte contre le terrorisme » entraîne la création d'un *clivage* entre les individus qui bénéficient « de la protection et des libertés démocratiques » et ceux qui sont « soumis à des pratiques d'exception » (BIGO D., BONELLI L., DELTOMBE TH., 2008). Ces effets de *clivage* ne posent-ils pas un problème spécifique aux individus, groupes et associations dont l'action ou tout simplement le mode de vie se place volontairement aux limites : à ceux dont l'action est orientée vers la remise en cause du fonctionnement des institutions, vers la critique des valeurs dominantes, vers la transformation de l'ordre social existant, à ceux qui par leur mode de vie entrent en résistance à l'égard des normes majoritaires ?

Plus largement, l'anti-terrorisme est-il en train de se constituer comme un mode de gouvernance dominant ? Ce mode de gouvernance correspond-il à la mise en place d'un régime fondé sur la généralisation de « l'état d'exception » ? Le souci de la protection du citoyen cède-t-il le pas à la simple préservation de l'ordre ? Ne vide-t-il pas ainsi l'espace public de toute conflictualité politique, réservant l'exercice de la politique aux tribunes parlementaires et aux tables de négociation entre partenaires sociaux, à ceux qui en ont fait leur métier ? L'obsession du « réseau » ne génère-t-elle pas des pratiques d'isolement et de séparation, de suspicion généralisée qui sapent les ressources propres à toute dynamique politique démocratique — se rencontrer, s'associer, penser, parler et agir ensemble ?

Cette conférence-débat, organisée par le Service de philosophie morale et politique de l'ULg, le Comité liégeois de soutien aux inculpés de Tarnac et le Comité pour la Liberté d'Expression et d'Association (CLEA), privilégiera une approche plurielle et transversale en associant des intervenants de divers horizons (scientifique, institutionnel, journalistique, associatif). Elle se déroulera en deux temps : conférence plénière avec discussion, suivie, après une pause, d'une table ronde de 4 intervenants et d'un débat avec la salle.

Un stand assuré par la librairie *Livre aux trésors* (Liège) proposera un choix d'ouvrages et de revues sur le sujet.

Organisation :

Service de philosophie morale et politique de l'Université de Liège
Comité Liège-Tarnac
Comité pour la Liberté d'Expression et d'Association (CLEA)

Programme et intervenants :

19h : *Conférence plénière* : « Suspicion et exception : les logiques de l'antiterrorisme »

L. Bonelli (Maître de conférences à Paris X- Nanterre, auteur de l'ouvrage *Au nom du 11 septembre. Les démocraties à l'épreuve de l'antiterrorisme*, La Découverte, Paris, 2008)

20h30 : *Table ronde*

Introduction : **Thierry Müller** (Comité Liège-Tarnac)

Avec :

Claude Debrulle (Dir. honoraire à la D.G. Législation, libertés et droits fondamentaux du Dép. de la Justice)

Edouard Delruelle (Service de philosophie morale et politique, ULg)

Wahoub Fayoumi (journaliste, inculpée dans l'affaire du Secours rouge)

Annick Stevens (CLEA)

Modérateur : **Benoît Toussaint**